



**PRÉFET
DE LA
CÔTE-D'OR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Bourgogne-Franche-Comté**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 710 DU 15 AVR. 2026

PORTANT MISE EN DEMEURE

Société GNVERT

Commune de Chenôve

LE PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR

VU le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 172-1, L. 171-6, L. 171-8, L. 511-1, L. 512-19, L. 514-5, L. 512-6-1, R. 512-39-1 à R. 512-39-3, R. 512-74 et R. 512-75-1 ;

VU le Code de justice administrative ;

VU le récépissé de déclaration du 22 mars 2004 pour l'exploitation d'une installation classée pour la protection de l'environnement sous le régime de la déclaration sous la rubrique 2920-1b ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2004 portant autorisation de fonctionner dans un périmètre de protection de captage d'eau potable avec des prescriptions particulières ;

VU la lettre préfectorale du 30 novembre 2009 actant au titre de l'article L. 513-1 du Code de l'environnement le bénéfice de l'antériorité, et précisant que dorénavant le site est soumis au régime de l'autorisation pour la rubrique 1413 ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier du 03 mars 2026 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

VU le projet d'arrêté transmis le 03 mars 2026 à l'exploitant en application de l'article R. 512-74 du Code de l'environnement ;

VU l'absence d'observation de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que l'article R. 512-39-1 stipule que : « I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. » ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'exerce plus les activités justifiant le classement de ces installations au titre de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a réalisé des opérations techniques relatives à cette cessation d'activité, sans avoir notifié au préfet l'arrêt définitif des installations ;

CONSIDÉRANT qu'il convient dès lors de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 en mettant en demeure l'exploitant de notifier cette cessation d'activité ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 512-19 du Code de l'environnement prescrit que lorsqu'une installation n'a pas été exploitée durant trois années consécutives, le préfet peut mettre en demeure l'exploitant de procéder à la mise à l'arrêt définitif ;

CONSIDÉRANT que les constats présents dans le rapport de visite réalisé par l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement le 25 février 2026, montrent que l'installation est à l'arrêt depuis plus de quatre ans ;

CONSIDÉRANT que l'article R. 512-74 du code susvisé prescrit, entre autres, qu'en application de l'article L. 512-19 du code susvisé le préfet peut mettre en demeure l'exploitant de procéder à la cessation d'activité de son installation, au sens de l'article R. 512-75-1. Le projet d'arrêt de mise en demeure est communiqué préalablement par le préfet à l'exploitant qui dispose d'un mois pour présenter ses observations éventuelles par écrit ;

CONSIDÉRANT que la lettre préfectorale du 30 novembre 2009 indique que le site est soumis au régime de l'autorisation pour la rubrique 1413 ;

CONSIDÉRANT que le VI. de l'article R. 512-75-1 du Code de l'environnement prescrit, entre autres, que la réhabilitation ou remise en état consiste à placer le terrain d'assiette de l'installation classée pour la protection de l'environnement dans un état permettant le ou les usages futurs du site déterminés, dans le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, de l'article L. 211-1, selon les dispositions, le cas échéant, des articles R. 512-39-2 à R. 512-39-3 bis ;

CONSIDÉRANT que l'article R. 512-39-1 stipule que : « I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations mentionnées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification ;

II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site. [...] » ;

CONSIDÉRANT que l'article R. 512-39-2 stipule, entre autres, que : « II.- Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette des installations classées concernées par la cessation d'activité les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.

Les personnes consultées notifient au préfet et à l'exploitant leur accord ou désaccord sur ces propositions dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant. En l'absence d'observations dans ce délai, leur avis est réputé favorable.

En cas d'avis favorable de l'ensemble des personnes consultées, l'exploitant informe le préfet et les personnes consultées du ou des usages futurs retenus pour les terrains concernés. »

CONSIDÉRANT que l'article R. 512-39-3 stipule, entre autres, que : « I.- Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant

transmet au préfet, dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif, un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés.

[...]

Le mémoire comporte notamment un diagnostic tel que défini à l'article R. 556-2. Dans le cas où les opérations mentionnées au 1° du IV de l'article R. 512-75-1 sont finalisées après ce diagnostic, celui-ci est actualisé pour prendre en compte les terrains libérés à l'issue de ces opérations.

[...]

Le mémoire de réhabilitation est accompagné, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, d'une attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, en tenant compte des usages futurs et, le cas échéant, pour les installations relevant de l'article L. 181-28, des opérations prescrites par l'autorisation et réalisées en cours d'activité. Elle est établie par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise, les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs, notamment les exigences attendues pour justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement. »

CONSIDÉRANT que conformément à l'article R. 512-74, le projet d'arrêté préfectoral a été communiqué préalablement à l'exploitant et qu'il a disposé d'un mois pour présenter ses observations éventuelles par écrit ;

CONSIDÉRANT qu'il convient dès lors de faire application des dispositions de l'article L. 512-19 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société GNVERT, exploitant de l'installation classée pour la protection de l'environnement, de procéder à l'arrêt définitif de ses installations de remplissage de réservoirs de gaz naturel ou biogaz, sous pression ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Côte-d'Or ;

ARRÊTE

ARTICLE 1

La société GNVERT (SIRET 41985346000584), ci-après dénommé l'exploitant est, pour son installation de remplissage de réservoirs de gaz naturel ou biogaz sous pression située au 40 rue de Longvic sur le territoire de la commune de Chenôve soumise au régime de l'autorisation vis-à-vis de la réglementation applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement, mise en demeure au titre de l'article L. 171-8 de respecter :

- dans un délai de **3 mois** à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions prévues au I de l'article R. 512-39-1 du Code de l'environnement en notifiant au préfet :
 - la date d'arrêt définitif des installations ;
 - la liste des terrains concernés ;
 - les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1 du code de l'environnement, des terrains concernés du site.

ARTICLE 2

L'exploitant est mis en demeure au titre de l'article L. 512-19 du code de l'environnement de procéder à la mise à l'arrêt définitif en respectant :

- dans un délai de **3 mois** à compter de la notification, les dispositions prévues au II de l'article R. 512-39-1 du Code de l'environnement en faisant attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, la mise en œuvre des mesures pour assurer la mise en sécurité par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. Et en transmettant cette attestation à l'inspection des installations classées.
- dans un délai de **3 mois** à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions prévues au II de l'article R. 512-39-2 du Code de l'environnement en transmettant au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette des installations classées concernées par la cessation d'activité les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.
- en cas d'avis favorable de l'ensemble des personnes consultées sur le ou les usages futurs du terrain, dans un délai de **6 mois** à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions prévues au II de l'article R. 512-39-2 du Code de l'environnement, en informant le préfet et les personnes consultées du ou des usages futurs retenus pour les terrains concernés.
- dans un délai de **6 mois** à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions prévues au I de l'article R. 512-39-3 du Code de l'environnement en transmettant un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés. Ce mémoire est accompagné, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, d'une attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, en tenant compte des usages futurs et, le cas échéant, pour les installations relevant de l'article L. 181-28, des opérations prescrites par l'autorisation et réalisées en cours d'activité. Elle est établie par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.

ARTICLE 3 : SANCTIONS

Dans le cas où il n'aurait pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration du délai imparti, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'autorité administrative peut arrêter une ou plusieurs sanctions prévues au II de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

ARTICLE 4 : NOTIFICATION ET PUBLICITÉ

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la société GNVERT (SIRET 41985346000584).

ARTICLE 5 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Dijon dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 6 : EXÉCUTION

Le Secrétaire Général de la préfecture de la Côte-d'Or, le Maire de la commune de Chenôve, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie leur sera adressée.

Le préfet

Pour le Préfet et par délégation
~~Le secrétaire général~~

Denis BRUEL

